



Open Library of Humanities



Part of the Ubiquity
Partner Network



Open Library of Humanities

MUSLIMS IN THE MEDIA

How to Cite: Vareilles, R 2020 Usages et Effets de la Référence Coloniale dans la Lutte contre le Racisme. *Open Library of Humanities*, 6(2): 3, pp. 1–20. DOI: <https://doi.org/10.16995/olh.521>

Published: 02 July 2020

Peer Review:

This article has been peer reviewed through the double-blind process of *Open Library of Humanities*, which is a journal published by the Open Library of Humanities.

Copyright:

© 2020 The Author(s). This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC-BY 4.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited. See <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.

Open Access:

Open Library of Humanities is a peer-reviewed open access journal.

Digital Preservation:

The Open Library of Humanities and all its journals are digitally preserved in the CLOCKSS scholarly archive service.

MUSLIMS IN THE MEDIA

Usages et Effets de la Référence Coloniale dans la Lutte contre le Racisme

Roman Vareilles

Université de Montpellier, FR
rvareilles@live.fr

Cet article propose une sociologie des mobilisations contre le racisme en France. Il s'intéresse aux circulations des discours militants faisant référence au passé colonial. En revenant sur les stratégies de mobilisations établies par le *Mouvement des Indigènes de la République* et le *Mouvement de l'Immigration et des Banlieues*, il cherche à identifier et à comprendre les clivages sociaux qui structurent l'évolution des luttes antiracistes.

In this article, we will review the sociology of mobilizations against racism in France and focus on the circulation of militant discourses referring to the colonial past. Looking back over the mobilization strategies established by the *Mouvement des Indigènes de la République* and the *Mouvement de l'Immigration et des Banlieues*, it seeks to identify and understand the social cleavages that structure the evolution of anti-racist struggles.

Introduction

Le 20 janvier 2005, « l'Appel des Indigènes de la République », lancé par plusieurs collectifs antiracistes, marque un tournant dans l'histoire de la lutte contre le racisme en France. Il illustre l'apparition d'une nouvelle génération de militants auto-labellisée « antiracisme politique » qui développe un regard postcolonial sur la société française, c'est-à-dire qui aborde le racisme contemporain comme résultant de l'histoire coloniale. Ce discours s'appuie en partie sur l'idée de « continuum colonial » qui souligne une continuité entre la situation des sujets indigènes sous le régime colonial et la situation actuelle des descendants de l'immigration en France. Cette grille de lecture a été théorisée par des acteurs dont le rôle s'apparente à celui d'entrepreneur de cause (Cobb et Elder, 1972) soit des acteurs qui cherchent à problématiser un fait social et à en diffuser leur interprétation sur la scène publique.

Cette lecture postcoloniale, par la contre-histoire qu'elle propose, présente un caractère a priori inédit dans l'espace de l'antiracisme.¹ Auparavant, l'organisation antiraciste la plus connue, SOS Racisme, défendait une approche républicaine et consensuelle du racisme (Juhem, 1998). L'utilisation de ce nouveau prisme pour dénoncer les inégalités a fait l'objet de nombreuses critiques, dans le champ médiatique comme dans le champ académique (Amselle, 2008, Bayart, 2010). L'objet de la présente réflexion ne sera pas de discuter ces toiles de significations – c'est-à-dire ces « magasins de connaissances qui organisent la pensée de groupes et d'individus » (Neveu, 2011) – mais d'en comprendre les usages selon une sociologie compréhensive en cherchant à saisir la logique accordée par des individus à leurs actions.

La publication de « l'Appel des Indigènes de la République », relayée par plusieurs sites internet (indigenes-republique.fr, TouTEsegaux.net, oumma.com, lmsi.net) puis des médias généralistes (*Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*), s'inscrit dans un contexte de polémiques autour de la question coloniale qui a fait resurgir le passé au sein des

¹ Nous utiliserons la notion d'*espace* pour désigner l'univers dans lequel les mouvements sociaux sont unis par des relations d'interdépendance et organisés par des règles propres, alors que la notion de *champ* s'applique à des univers plus institutionnalisés (Mathieu, 2020).

champs médiatique, scientifique, politique et intellectuel. Ces enjeux apparaissent dès 2004 lors des mobilisations contre la loi sur les signes religieux dans les écoles publiques² auxquelles plusieurs signataires de l'appel avaient déjà participé par l'intermédiaire du collectif « Une école pour toutes et tous » (Robine, 2006).

2005 est l'année du moment français du *postcolonial* (Collier, 2018), au sens d'un débat public sur la période coloniale et ses conséquences, dans le milieu universitaire avec l'évocation d'une « fracture coloniale » (Bancel, Blanchard, Lemaire, 2005), comme dans le champ politique avec le vote à l'Assemblée nationale de la loi du 23 février 2005³ portant « reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés » (Bertrand, 2006). Dans l'espace de l'antiracisme, l'année 2005 est tout aussi décisive avec la naissance, outre du Mouvement des Indigènes de la République (MIR) – qui deviendra le Parti des Indigènes de la République (PIR) en 2010 –, de la Brigade Anti-Nérophobie (BAN) et du Conseil Représentatif des Associations Noires (CRAN) dont le propos fait lui aussi intervenir la mémoire du passé colonial. Dans cette lignée, le texte « Nous sommes les Indigènes de la République », soutenu par des organisations musulmanes, de l'immigration ou pro-palestiniennes et par des militants et intellectuels de la gauche radicale, obtient plus d'un millier de signataires. Par la rupture qu'il marque avec la dénonciation traditionnelle des discriminations en France (Gibb, 2003), ce nouveau discours donne lieu à des réactions vives et souvent négatives. Le MIR sera régulièrement disqualifié dans les médias par association avec l'islamisme et l'extrême gauche. Cette reconnaissance médiatique dépréciative construit un éthos négatif du MIR (Dalibert, 2014) qui permet paradoxalement l'affirmation d'un discours radical.

« Discriminés à l'embauche, au logement, à la santé, à l'école et aux loisirs, les personnes issues des colonies, anciennes ou actuelles, et de l'immigration post-coloniale sont les premières victimes de l'exclusion sociale et de la précarisation. Indépendamment de leurs origines effectives, les populations

² Loi n°2004-228 du 15 mars 2004.

³ Loi n°2005-158 du 23 février 2005 dont l'article 4 sur « rôle positif de la colonisation » fut finalement abrogé.

des 'quartiers' sont 'indigénisées', reléguées aux marges de la société. »
(Appel des Indigènes de la République, janvier 2005).⁴

Le manifeste décline en cinq paragraphes l'analogie entre passé et présent : « La France a été un État colonial [...] La France reste un État colonial [...] Le traitement des populations issues de la colonisation prolonge, sans s'y réduire, la politique coloniale [...] La gangrène coloniale s'empare des esprits [...] La décolonisation de la république reste à l'ordre du jour. » La dernière partie invite l'État et la société française à « opérer un retour critique radical sur son passé colonial » pour lutter contre la persistance des discriminations raciales. La problématique des discriminations est ensuite reliée au contexte international :

« Nous sommes aux côtés de tous les peuples (de l'Afrique à la Palestine, de l'Irak à la Tchétchénie, des Caraïbes à l'Amérique latine...) qui luttent pour leur émancipation, contre toute les formes de domination impérialiste, coloniale ou néo-coloniale. » (Ibid.).

La question religieuse, sans être centrale, est aussi rattachée à l'histoire des « mécanismes coloniaux de la gestion de l'islam », illustrée par la création du Conseil français du culte musulman comme organe de contrôle du ministère de l'Intérieur et par le vote de la « loi anti-foulard » dénoncée comme une « loi d'exception aux relents coloniaux » « discriminatoire, sexiste et raciste ». La stigmatisation des musulmans est plus largement pointée du doigt : « Les populations d'origine africaine, maghrébine ou musulmane sont désormais identifiées comme la Cinquième colonne d'une nouvelle barbarie qui menacerait l'Occident et ses 'valeurs'. ». Le terme d'islamophobie n'apparaît pas mais sera mis en avant dans d'autres communications du MIR via la mise en place en 2007 du groupe Ijtihad défendant un « Islam progressiste et populaire »⁵ puis en 2010 du Cercle de Réflexion, Islam, Libération et

⁴ Tous les textes du MIR cités sont disponibles sur le site <http://indigenes-republique.fr/>.

⁵ *Ijtihad* signifiant « effort de réflexion », ce groupe se présente comme « un espace de réflexion et d'action sur toutes les questions se rapportant à l'Islam et aux musulmans en France et dans le monde ». (Pour un islam progressiste et populaire, 9 octobre 2007).

Anticolonialisme. Ces commissions internes sont créées par une partie des militants du MIR qui « s'affirment comme musulmans et se revendiquent politiquement en tant que tels » en vue de « formuler des propositions politiques décoloniales à partir du référent islamique ». (Pour un islam progressiste et populaire, 9 octobre 2007).

Le contenu de l'appel a fait l'objet de nombreuses critiques, principalement tournées vers l'argument de cette continuité coloniale, au nom de nuances scientifiques visant à délégitimer l'initiative. Les militants du MIR ont répondu à ces réserves en précisant que leur travail discursif se distinguait d'une démarche proprement historique.

« Bien entendu ce type de comparaison est loin de faire l'unanimité dans le champ académique, reste esquissé et laisse de toute façon pendant un certain nombre de problèmes méthodologiques sur la nature du rapprochement à établir entre passé colonial et présent. Mais par-delà ces préoccupations académiques légitimes, ce qui nous intéresse ici c'est de pointer, même s'il s'agit encore d'un phénomène très minoritaire, l'émergence d'une articulation entre les travaux sur l'immigration et l'histoire coloniale, ainsi que le début d'une réflexion sur la dimension postcoloniale de la France. » (Réponses à quelques objections, 24 février 2005).

Tout en revendiquant un travail épistémologique, parallèle au développement des études postcoloniales en France, leur propos relève d'abord du discours politique. « Bien sûr que la situation coloniale n'est pas la même. C'est un instrument politique, pas théorique. » (Militant du PIR, entretien, décembre 2017). L'utilisation du terme « indigène » est justifiée par son potentiel fédérateur : « Les chercheurs en mal de concept auront beau nous accuser de manquer de précision, cette expression nous parle, parle aux indigènes, parce qu'elle désigne un vécu réel. » (Qui sommes-nous, 13 mars 2006).

L'Appel se termine par l'annonce de deux rassemblements : les « Assises de l'anticolonialisme » le 16 avril 2005 et la « Marche des indigènes de la République » le 8 mai 2005, date choisie pour inverser symboliquement la commémoration

nationale de l'Armistice au profit du souvenir des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata en Algérie en 1945.

Par la prise de parole publique qu'ils proposent au nom d'une communauté d'expérience hétérogène, les initiateurs de l'appel fondent leur stratégie autour d'un « nous » mobilisateur, celui des « indigènes », qui vise à rassembler les individus victimes de racisme et leurs soutiens : « NOUS, descendants d'esclaves et de déportés africains, filles et fils de colonisés et d'immigrés, NOUS, Français et non-Français vivants en France, militantes et militants engagé-es dans les luttes contre l'oppression et les discriminations produites par la République post-coloniale. »

Sous cette forme, l'intitulé « Nous sommes les indigènes de la République ! » fait écho à la notion de représentation-incarnation. Celle-ci désigne une configuration dans laquelle une entité représentante fait partie et est identifiée à l'entité représentée (Sintomer, 2018). Elle contribue à donner au groupe représenté une identité unifiée au-delà de la multiplicité des éléments qui le composent. Contrairement à la représentation-mandat, la représentation-incarnation ne repose pas sur une volonté explicite donnée par l'entité représentée, elle peut donc être efficace ou non. Nous verrons que cette prétention à la représentation d'un pan large de la population française sera contestée dans l'espace militant et donnera à voir des antagonismes forts.

En revenant sur la construction progressive du MIR et sur les stratégies de mobilisation privilégiées, nous poserons la question des clivages sociaux au sein de la lutte contre le racisme. Nous concentrerons notre regard sur le contexte endogène des concurrences entre groupes militants des quartiers populaires et de l'antiracisme. En prenant cet appel pour objet d'étude, et la large coalition qu'il propose – « Militantes et militants engagé-es dans les luttes contre l'oppression et les discriminations produites par la République post-coloniale, lançons un appel à celles et ceux qui sont parties prenantes de ces combats à se réunir » (Appel des Indigènes de la République, 20 janvier 2005) –, nous reviendrons sur les divergences stratégiques avec d'autres groupes mobilisés sur les mêmes enjeux. Dans un premier temps, nous interrogerons l'interprétation postcoloniale d'un problème public – le

racisme et les discriminations raciales – pour comprendre comment naît puis circule un discours nouveau au sein des organisations militantes. Dans un second temps, nous étudierons les effets que cette mise en langage⁶ peut avoir sur la structuration des groupes (d'abord sur le choix des modes d'actions, ensuite sur la sélection des militants, entre ceux qui restent dans le collectif, ceux qui le rejoignent et ceux qui le quittent).

1. « Il Y Avait Déjà Tout ». Occurrences et Circulations de la Référence Coloniale

Pour comprendre les mutations qu'a pu provoquer cette restructuration du discours antiraciste autour du passé colonial, il peut être éclairant de retracer les occurrences de la référence coloniale dans les mouvements politiques antérieurs à 2005. Ce retour historique non exhaustif permettra de nuancer le caractère inédit de ces allusions au passé.

Il apparaît que la référence coloniale était déjà omniprésente dans certaines luttes de l'immigration des années 70, comme le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA). Ce groupe, créé en 1972, mobilisait les travailleurs immigrés pour l'amélioration de leurs conditions de vie et la dénonciation des crimes racistes autour de commissions d'enquête, de manifestations et d'appels à la grève (Brahim, 2015).

Une enquête d'archives montre que suite au meurtre de Mohammed Diab,⁷ « le MTA avait évoqué cette mort comme révélatrice d'une oppression et du racisme hérités de la période coloniale » (Aissaoui, 2006). Le MTA traçait ainsi un parallèle « entre, d'une part, la prise de conscience par les militants du MTA que les Nord-Africains étaient les premières victimes de la persécution, du racisme et de l'exploitation et, d'autre part, le passé récent de l'oppression coloniale » (op. cit.). Dix ans après l'indépendance algérienne, la proximité temporelle peut expliquer pourquoi « l'interprétation dialectique de l'oppression dont les Nord-Africains

⁶ C'est-à-dire la formulation d'un problème, déclinable en trois phases : présenter une situation comme problématique, imputer une responsabilité à cette situation et réclamer une solution au problème dénoncé (Folstein, Richard, Sarat, 1991).

⁷ Ouvrier algérien tué par balles dans le commissariat de Versailles le 29 novembre 1972.

étaient victimes s'inscrivait, pour le MTA, dans une logique postcoloniale » (op. cit.). La continuité semble d'autant plus logique que des fondateurs du MTA ont participé aux luttes indépendantistes (Hajjat, 2006). Si le terme « indigènes » n'apparaît pas dans le discours du MTA, le constat est bien celui d'une persistance de l'oppression coloniale sur le territoire français : « Le colonialisme de papa est peut-être mort, mais il y a en France et en Europe, des colonisés : les travailleurs immigrés. » (La Voix des travailleurs arabes, octobre 1973. Aissaoui, 2006).

Dans un autre contexte, la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, événement majeur dans l'histoire des luttes de l'immigration et des quartiers populaires (Hadj Belgacem, Nasri, 2018), ne fait que peu d'allusions à la période coloniale dans ses revendications excepté quelques évocations du 17 octobre 1961⁸ (Terral, 2013). Les raisons de cette absence peuvent être liées au basculement générationnel de la figure du « travailleur immigré » à celle de « jeune issu de l'immigration » dans la représentation des marcheurs.

Dans les années 1990, la création du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), groupe actif dans les quartiers populaires notamment sur des affaires de violences policières, réactive la référence coloniale comme élément-clé du discours militant. Plusieurs tracts, affiches (Taharount, 2019) et journaux du MIB témoignent de la présence de prémisses de cette référence coloniale. Dès son premier appel à mobilisation publié en 1991, le mouvement dénonce la « gestion coloniale » des quartiers et signe au nom des « indigènes de cité ». Le journal *L'écho des cités*, média du MIB publié jusqu'en 2008 (Veyron, 2013), fait apparaître de nombreuses occurrences du champ lexical colonial. Pour décrire le traitement des cas de violences policières, les divers contributeurs évoquent une « politique coloniale », une « justice coloniale » et des « procès coloniaux qui massacraient nos parents et aujourd'hui assassine la jeunesse des quartiers » (*L'écho des cités*, été 2003). Les moyens de répression utilisés contre les mobilisations de soutiens aux familles de victimes sont aussi interprétés comme les signes de la « restauration d'un nouvel ordre colonial » (*L'écho des cités*, été 2003) ou du « retour du troisième collège et du code

⁸ Date de la violente répression d'une manifestation pacifique pour l'indépendance organisée par des Algériens à Paris.

de l'indigénat comme à l'époque de l'Algérie française » (*L'écho des cités*, été 2003). Est soulignée la persistance des « pratiques, regards et approches de la république néo-coloniale » (*L'écho des cités*, été 2003). Le parallèle est explicitement établi entre la ségrégation des quartiers populaires et la situation coloniale algérienne. « Comme la torture était un instrument de la colonisation, le crime policier est intégré comme un outil de travail dans la politique sécuritaire et la réappropriation des fameuses zones de non-droit. » (*L'écho des cités*, été 2003).

Notons qu'un article publié par le MIR évoque brièvement ce précédent du MIB : « Le MIB, autre mouvement à avoir dénoncé les séquelles coloniales de l'État français » (*Réponses à quelques objections*, 24 février 2005). Un militant rappelle lui que la question religieuse était également intégrée par le MIB à la problématique coloniale. « Ils parlaient déjà de l'islamophobie, déjà ils parlaient d'Islam stigmatisé, déjà ils parlaient de contrôle au faciès, déjà ils parlaient de gestion coloniale... Il y avait déjà tout ! Tout était là. » (Ancien membre du PIR, entretien, janvier 2017).

Aussi divers qu'ils soient par leurs positionnements, leur contexte ou leurs modes d'action, tous ces mouvements situent l'origine des torts subis à l'époque coloniale. C'est cette même idée qui est reprise par *l'Appel*, le *Mouvement* puis le *Parti des Indigènes de la République*. Il serait toutefois erroné d'y voir une transposition fidèle, dans la mesure où cette référence au passé colonial, si elle renvoie à des pensées communes, est investie de différentes manières. Au MIB, la référence est faite à la marge pour expliquer les fondements historiques des faits dénoncés.

« Cette justice néocoloniale qui hier massacrait nos parents et aujourd'hui assassine la jeunesse des quartiers. [...] En France, une politique de ségrégation sociale, économique et politique placée sous le contrôle du ministère de l'Intérieur a fait perdurer sur le fond en transformant les formes, la politique coloniale : refus des droits sociaux et panoplie de mesures différentielles. On réduit des êtres humains en fonction de leur appartenance ou de leurs origines à être exclus du champ de la citoyenneté, des richesses et du partage. » (« Pour le procès d'une justice coloniale », *L'écho des cités*, novembre 2001).

Dans la stratégie du MIR, la référence au passé est plus structurante, elle s'articule autour de l'identité collective du « nous, indigènes » qui trace une filiation entre les populations colonisées sous l'empire français et les populations issues de l'immigration postcoloniale en France.

« Nos parents, nos grands-parents ont été mis en esclavage, colonisés, animalisés. Mais ils n'ont pas été broyés. Ils ont préservé leur dignité d'humains à travers la résistance héroïque qu'ils ont menée pour s'arracher au joug colonial. Nous sommes leurs héritiers comme nous sommes les héritiers de ces Français qui ont résisté à la barbarie nazie et de tous ceux qui se sont engagés avec les opprimés, démontrant, par leur engagement et leurs sacrifices, que la lutte anti-coloniale est indissociable du combat pour l'égalité sociale, la justice et la citoyenneté. » (Appel des Indigènes de la République, 20 janvier 2005).

Ainsi constate-t-on des circulations du passé colonial dans les discours politiques étudiés. A la suite des travaux d'Abdellali Hajjat (Hajjat, 2008), la question qui se pose est alors : pourquoi tel groupe investit-il plus cette référence coloniale qu'un autre ? Le chercheur y répond en expliquant les enjeux de concurrence qui ont pu pousser les fondateurs du MIR, initialement en position d'*outsiders* dans l'espace militant, à surinvestir la question coloniale pour se distinguer des groupes préexistants et compenser leur manque de légitimité dans les mobilisations. Cette concurrence tient à une rupture générationnelle entre un groupe qui bénéficie d'une position d'établi, le MIB, et les *outsiders* du PIR, alors moins ancrés dans le militantisme. La transformation de la référence coloniale peut donc être lue à partir des intérêts symboliques qu'elle peut procurer dans une logique de distinction pour le statut de porte-parole des victimes de racisme.

Dans la continuité des discussions sur l'éclairage du passé sur le présent, le débat porte aussi sur l'usage de la variable raciale dans les diagnostics militants. Face à une même problématique (la persistance des inégalités), les discours se polarisent entre une lecture socio-économique qui insiste sur les processus de précarisation

des quartiers populaires et la mise en avant d'une matrice coloniale qui souligne la dimension raciale des rapports sociaux. Ces positions rappellent les débats académiques sur la pertinence méthodologique de la perspective postcoloniale pour étudier des faits sociaux contemporains. Le courant des *postcolonial studies* fut lui-même traversé par un schisme entre les défenseurs d'une approche culturelle et discursive des phénomènes sociaux et politiques (Homi Bhabha, Gayatri Spivak) et les auteurs matérialistes (Neil Lazarus, Benita Parry) qui s'intéressent eux aux conditions matérielles concrètes qui fondent les luttes contestataires (Pouchepadass, 2007). En France, les études postcoloniales se sont heurtées aux résistances d'une partie des universitaires qui dénonçaient une ethnicisation des rapports sociaux (Collier, 2018). Outre ces questions de fond, nous cherchons ici à comprendre les motivations qui mènent à la reconnaissance de ce paradigme postcolonial. Derrière de profonds désaccords théoriques, l'investissement ou non de la lecture postcoloniale semble lié à une question de méthode de mobilisation qui dépasse la seule opposition entre MIR et PIR et peut se retrouver dans des groupes militants plus récents.

2. « Dans Un Quartier, C'est Pas Opérant » : Des Stratégies Structurantes

« Ils posent sur les gens des quartiers des problématiques qui sont trop lourdes à porter. C'est trop. [...] Ces trucs sur l'État impérial, tout ça, la colonisation... Je comprends tout ça, je le comprends. Je peux m'intéresser à ça, discuter de tout ça. Mais dans un quartier, c'est pas opérant. Ça n'opère pas. C'est pas comme ça que ça marche. [...] D'ailleurs moi je remarque que les théoriciens de ces affaires-là, c'est pas toujours ceux qui ont été – c'est un grand mot – au combat, proches des gens, ou qui ont discuté de stratégie... [...] Si on a un rapport de force dans les quartiers, c'est pas à la Bourse du Travail qu'on va l'avoir. » (Membre du MIB, intervention au meeting du comité *La vérité pour Adama* pour l'incarcération de Bagui Traoré, 22 avril 2017).⁹

⁹ « Les quartiers ont de la mémoire ! », Quartiers XXI, <https://quartiersxxi.org/les-quartiers-ont-de-la-memoire/>, dernière consultation le 4 juin 2018.

Cette déclaration illustre la persistance de certains débats à travers les différentes périodes de l'antiracisme politique. Elle est faite à l'occasion d'un rassemblement de soutien au comité La vérité pour Adama.¹⁰ Suite à la mort d'Adama Traoré dans un véhicule de gendarmerie à Beaumont-sur-Oise le 19 juillet 2016, ce comité est formé par l'entourage de la victime, dont sa sœur Assa Traoré, accompagné d'anciens membres du MIB. En opposant les « théoriciens » à « ceux qui ont été au combat », ce militant du MIB reprend l'idée courante d'une dualité entre théorie et terrain au sein du militantisme. Sans le nommer, la critique semble s'adresser au PIR à qui il est souvent reproché de manquer de confrontation au « terrain » et de contact avec les habitants des quartiers populaires. L'allusion à la Bourse du Travail symbolise cette accusation de déconnexion et d'éloignement des besoins concrets des représentés. Le nom renvoie en fait à deux salles : la Bourse du Travail de Paris, où le meeting du comité La Vérité pour Adama a eu lieu, et la Bourse du Travail de Saint-Denis, où se tiennent habituellement les événements auxquels participe le PIR comme les Assises de l'anticolonialisme du 16 avril 2005 ou plus récemment le Bandung du Nord du 4 au 6 mai 2018.¹¹ Ces rencontres sont l'occasion pour les participants d'échanger sur différents enjeux de l'antiracisme. Elles visent à produire et imposer un vocabulaire propre à l'antiracisme dans l'espace public. En défendant une approche considérée comme plus pragmatique, les membres du MIB s'éloignent de ce type d'actions qu'ils estiment destinées aux classes supérieures. Par-delà les variations interprétatives sur la matrice coloniale des inégalités, les antagonismes portent surtout sur le mode d'organisation à suivre. Partant, l'apparition des références historiques dans

¹⁰ Le meeting en question est organisé pour dénoncer l'emprisonnement de Bagui Traoré, frère d'Adama Traoré, pour « outrage, violences et menaces de mort » envers des policiers municipaux en marge du conseil municipal de la ville de Beaumont-sur-Oise. Pour les membres du comité, ces condamnations s'inscrivent dans une logique de répression et de criminalisation de leur action (« Bagui Traoré, nouvelle figure du prisonnier politique », <https://quartierslibres.wordpress.com/2017/04/17/bagui-traore-nouvelle-figure-du-prisonnier-politique/>).

¹¹ En référence à la conférence de Bandung de 1955, le Bandung du nord est annoncé comme « la première conférence internationale de personnes de couleur prenant à bras le corps les questions concernant les non-blancs vivant dans le nord global, afin de discuter de problématiques qu'elles ont en commun ». (« Bandung du Nord, les conférences », <http://parolesdhonneur.com/2018/08/27/bandung-nord-conferences/>).

les mouvements sociaux peut être mise en perspective avec l'utilisation d'une multiplicité de répertoires d'action.

L'action du MIB s'est longtemps caractérisée par un travail de proximité et de soutien pratique aux habitants des quartiers populaires et aux familles de victimes de violences policières. Des suivis de procès étaient mis en place, matérialisés par des rassemblements devant les tribunaux pour équilibrer le rapport de force entre la défense et l'accusation. En amont, l'organisation de ces comités de soutien se faisait au sein des quartiers touchés par ces drames. Dans cette démarche d'accompagnement, la priorité était de laisser la parole aux familles. Malgré la disparition du MIB en tant que tel dans les années 2000, on retrouve ce mode d'action au sein de mobilisations plus récentes comme le comité La vérité pour Adama, dont certains de ses membres revendiquent un héritage de l'œuvre du MIB :

« Si tu dis projet sans dire 'local', ça ne m'intéresse pas. Stratégiquement, je pense que ce n'est pas ce qu'il faut faire. » (Membre du comité La vérité pour Adama, entretien, février 2017).

Dans une autre approche, le MIR a privilégié dans un premier temps une voie éditoriale avec la création d'un site internet alimenté par diverses tribunes et billets d'humeur (*indigenes.fr*) et la publication d'une série d'ouvrages (Khiari, 2006, Bouteldja, Khiari, 2012, Bouteldja, 2016). Cette production intellectuelle s'accompagne d'interventions dans les médias (à plusieurs reprises dans l'émission *Ce soir ou Jamais sur France 3*) et de participations à des colloques universitaires, majoritairement à l'étranger.¹² Dans cette démarche, les militants tendent à devenir des *intellectuels organiques* appelés à

¹² En France, les participations à des colloques universitaires sont plus difficiles. Le jeudi 25 août 2016, la porte-parole du PIR Houria Bouteldja est intervenue à l'Université Jean-Jaurès de Toulouse dans le cadre de l'école d'été « Philosophies européennes et décolonisation de la pensée » sans avoir été annoncée au programme suite à la mobilisation d'un groupe sioniste qui souhaitait empêcher l'événement. Le 24 novembre 2017, la conférence-débat autour de son livre *Les blancs, les Juifs et nous – Vers une politique de l'amour révolutionnaire* (Bouteldja, 2016), organisée à l'Université de Limoges, a dû être annulée sous la pression de plusieurs chercheurs.

jouer un rôle organisateur dans l'avènement d'un nouveau système culturel (Hoare, Sperber, 2013).

Si l'opposition entre « théorie » et « terrain » peut être performative, elle doit toutefois être nuancée dans la mesure où le PIR ne se limite pas de façon permanente à un seul mode d'action. Des manifestations ont pu être organisées dès sa création, comme la *Marche des Indigènes de la République* le 8 mai 2005 et plus récemment la *Marche de la Dignité* le 31 octobre 2015 ou la Marche pour la Justice et la Dignité le 19 mars 2017.

Ces divers événements favorisent la prise de parole d'acteurs formés à l'exercice. Cette tendance peut s'expliquer par la composition des membres du PIR, qui s'inscrit pour une majeure partie dans les classes moyennes supérieures (Laplanche-Servigne, 2017), créant une homogénéité sociale qui peut être liée à la nature même des actions proposées. Les années qui ont suivi le passage du *Mouvement* en *Parti des Indigènes de la République* ont vu l'orientation vers ce mode d'action renforcer la sélection entre ceux qui entrent, ceux qui restent et ceux qui sortent de l'organisation politique.

3. Organisation Interne et Sélection des Militants

En 2010, le MIR annonce sur son site internet qu'il devient le PIR :

« Tout en participant au développement et à l'organisation des luttes, en particulier à l'échelle des quartiers populaires où sont concentrées les populations traitées comme des indigènes, le PIR agira pour être présent lors des échéances électorales de 2012 à 2014, et notamment aux élections présidentielles, législatives et municipales, de manière à construire l'autonomie politique indigène et à renforcer la dynamique décoloniale. »
(« Le congrès constitutif du Parti des Indigènes de la République (PIR) a eu lieu », 10 mars 2010).

Cette étape marque l'entrée dans une deuxième phase de structuration des Indigènes de la République. Si l'officialisation du passage de *Mouvement* en *Parti* ne donne pas lieu à d'importants changements d'activités, elle provoque néanmoins une rupture dans la composition du groupe. Il convient donc de distinguer la période d'émergence

des *Indigènes* en tant que *Mouvement* de celle de leur structuration en *Parti* qui va resserrer le profil sociologique de ses membres. Ce moment coïncide en effet avec le départ de plusieurs sympathisants et militants. L'étude de leurs motivations va confirmer l'existence de dissensions politiques. Ce tournant aura un effet de renforcement sur la sélection militante, c'est-à-dire sur les processus d'engagement ou de désengagement au sein des Indigènes de la République. Pour le constater, nous comparerons les parcours biographiques des membres actuels et anciens du PIR en essayant de retracer le cheminement intellectuel qui peut mener vers l'engagement postcolonial ou à l'inverse vers une prise de distance. Nous proposerons un focus sur les profils des membres « sortants » qui ont quitté le MIR au moment de sa « partisanisation », entre 2010 et 2015. La problématique reviendra à vérifier si ces individus partagent des points communs dans leur trajectoire sociale et militante, en vue d'identifier les cadres de l'expérience (Goffman, 1991) qui peuvent orienter l'engagement antiraciste.

3.1. Un Sentiment d'illégitimité

Le premier point commun tient au fait que les témoignages recueillis insistent sur un sentiment d'illégitimité au sein du MIR, plusieurs d'entre eux évoquant des codes sociaux difficiles à assimiler : « C'était très intello. Si t'as pas lu ça, t'es mort. Je l'ai senti comme ça. Franchement, c'était de l'inquisition. Même si tu votes (aux réunions internes), ils s'en foutent. » (Ancien membre du PIR, entretien, février 2018).

Ce militant, en donnant d'autres exemples de situations qu'il interprète comme des signes de mépris social, comparera son expérience avec ce qu'il vivra quelques années plus tard dans un autre groupe. Il raconte que dès son arrivée dans un comité local de quartier mobilisé contre la rénovation urbaine, on lui proposait de prendre la parole lors d'un rassemblement. Il se rendait alors compte qu'il n'avait jamais eu cette opportunité auparavant, au point d'assimiler une inaptitude à s'exprimer publiquement.

C'est plus largement la répartition des tâches au sein de la structure qui est regrettée par les « sortants » pour justifier leur défection. Alors que la prise de parole en public est réservée aux membres considérés comme les plus qualifiés, ceux qui

en sont privés s'estiment cantonnés à un rôle de caution « jeune de quartiers » pour asseoir l'ancrage populaire du groupe. « Mon rôle, c'était de ramener des mecs du quartier » (Ancien membre du PIR, entretien, janvier 2017), explique ce militant à propos de sa participation à l'organisation de l'événement « Printemps des quartiers » en 2012, destiné à « forcer le débat durant la campagne présidentielle » (2012 : *Printemps des quartiers*, 3 décembre 2011). Cette propension à confier la production et la diffusion du discours aux membres détenant le plus fort capital culturel n'est pas propre au MIR (Pechu, 2001, Pudal, 1989), mais elle est fortement contestée par les militants faisant le choix de l'*exit* (Hirschman, 1995) qui y voient un paradoxe avec la prétention du groupe à incarner un mouvement populaire. Au-delà du façonnement du discours, le processus de *turn-over* et l'homogénéisation sociale qui en résulte apparaissent donc indissociables de l'organisation interne du parti.

3.2. Des Carrières Militantes Explicatives ?

Au vu de notre premier constat de la présence de clivages sociaux entre les groupes mobilisés contre le racisme, l'intuition peut pousser à croire que cette série de départs peut être mise en lien avec les appartenances sociales des « sortants », qui diffèreraient de celles des « restants ». Or, si l'on observe leurs profils sociologiques, ces enquêtés présentent des similitudes avec les membres restés fidèles au groupe : tous ont suivi des études supérieures et exercent des professions intellectuelles. L'explication de la circulation des acteurs par une appartenance de classe semble dès lors insuffisante. C'est dans les parcours militants qu'une différence significative apparaît : les membres qui quittent le MIR à partir de 2010 partagent l'expérience d'avoir été initiés et formés au militantisme dans des structures défendant un travail de proximité comme des comités de soutien aux familles de victimes de violences policières. L'anecdote qui suit, racontée par un de ces militants, est caractéristique de ce déséquilibre entre la conception pragmatique de l'engagement (qui reprend la rhétorique du nécessaire « travail de terrain ») et les actions proposées par le PIR.

« On cherchait une salle pour un collectif de soutien à la famille d'une victime. Le maire voulait pas nous donner de salle. Je vais sur le site du PIR et

je vois un article 'Il faut décoloniser l'Europe'... Et nous, notre problématique c'était de trouver une salle dans ma ville, tu vois. Et je me suis dit : y a un décalage de fou entre la problématique de base qu'on a, et 'Il faut décoloniser l'Europe'. On dirait un sauteur à la perche qui passe pas trois mètres et on va lui expliquer qu'il faut qu'il fasse sept mètres. » (Ancien membre du PIR, entretien, avril 2018).

A partir de ces éléments, l'hypothèse que nous souhaiterions avancer, sous réserve de confirmation par notre enquête en cours, serait que la recomposition d'un groupe politique comme le MIR (devenu PIR) soit intelligible à l'aune de son mode d'action, lequel participe à l'attraction de nouveaux adhérents ou suscite à l'inverse le désaveu d'autres. Le désistement collectif que rencontre le PIR à sa fondation pourrait alors être interprété comme le symptôme d'un décalage avec les dispositions d'une partie des militants auquel le groupe n'aurait pas su s'adapter.

Conclusion

Il résulte de ce retour historique que la constitution des groupes antiracistes ne se fait pas sur la seule expérience du racisme. Elle ne repose pas exclusivement sur la base d'une communauté d'expérience – pourtant sollicitée par des entrepreneurs de cause (Cobb, Elder, 1972) – mais sur des bases sociales profondes qui résistent aux stratégies identitaires de constitution d'un « nous » postcolonial. Ces dissensions, liées à la fois à un contexte de forte concurrence pour la représentation des quartiers populaires (Hajjat, 2008) mais aussi à l'investissement de terrain distincts, peut s'expliquer par des clivages sociaux que l'organisation interne des groupes et les pratiques militantes viennent renforcer. Plus largement, ce constat interroge les difficultés de représentation des groupes dominés (Barrault-Stella, Pudal, 2015) et de mise en visibilité des discours antiracistes.

Ces observations suggèrent des premiers enseignements qui demandent à être vérifiés par la poursuite d'un travail de reconstitution des trajectoires des protagonistes. Déplacer notre observation vers d'autres contextes locaux que la région parisienne, dans laquelle naissent le MIB et le MIR, peut donner d'autres

éléments de compréhension. L'absence intrigante de mouvement explicitement décolonial majeur dans une ville comme Marseille, qui connaît pourtant un fort dynamisme associatif, invite à comparer le poids de la configuration des villes sur la structuration des groupes militants. La question des coûts et des rétributions de l'engagement peut également nous éclairer sur les suites de la reconfiguration du MIR avec la décision de l'un de ses membres de créer en 2012 le Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires.

Competing Interests

The author has no competing interests to declare.

Références

- Aissaoui, R** 2006 Le discours du Mouvement des travailleurs arabes (MTA) dans les années 1970 en France. Mobilisation et mémoire du combat anticolonial. *Hommes et Migrations*, 1263. DOI: <https://doi.org/10.3406/homig.2006.4514>
- Amselle, J-L** 2008 *L'Occident décroché : enquête sur les postcolonialismes*. Paris : Stock.
- Bancel, N, Blanchard, P et Lemaire, S** 2005 *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*. Paris : La Découverte.
- Barrault-Stella, L et Pudal, B** 2015 Représenter les classes populaires ? *Savoir/Agir*, vol. 34, no. 4. DOI: <https://doi.org/10.3917/sava.034.0071>
- Bayart, J-F** 2010 *Les Études postcoloniales. Un carnaval académique*. Paris : Éditions Karthala. DOI: <https://doi.org/10.3917/pe.104.0912>
- Bertrand, R** 2006 *Mémoires d'empire. La controverse autour du «fait colonial»*. Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- Bouteldja, H** 2016 *Les Blancs, les Juifs, et nous – Vers une politique de l'amour révolutionnaire*. Paris : Éditions La Fabrique.
- Bouteldja, H et Khiari, S** 2012 *Nous sommes les Indigènes de la République*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Brahim, R** 2015 « La race du militantisme », *Migrations Société*, vol. 159–160, no. 3. DOI: <https://doi.org/10.3917/migra.159.0073>

- Cobb, R W** et **Elder, C D** 1972 *Participation in American politics. The dynamics of agenda-building*. Baltimore : Allyn and Bacon.
- Collier, A-C** 2018 *Le moment français du postcolonial : pour une sociologie historique d'un débat intellectuel*. Thèse de sociologie, Université Paris Nanterre.
- Dalibert, M** 2014 Un (anti)racisme légitime dans les médias ? *Mouvements*, vol. 79, no. 3. DOI: <https://doi.org/10.3917/mouv.079.0139>
- Felstiner, W L F, Abel, R L** et **Austin, S** 1991 L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer. *Politix*, vol. 4,16. DOI: <https://doi.org/10.3406/polix.1991.1477>
- Goffman, E** 1991 *Les cadres de l'expérience*. Paris : Éditions de Minuit.
- Gibb, R** 2003 Constructions et mutations de l'antiracisme en France. *Journal des anthropologues*, vol. 94–95, no. 3. DOI: <https://doi.org/10.4000/jda.1999>
- Hadj Belgacem, S** et **Nasri, F** (dir.) 2018 *La marche de 1983 : des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective*, Presses Universitaires de Paris Nanterre.
- Hajjat, A** 2006 L'expérience politique du Mouvement des travailleurs arabes. *Contretemps : revue de critique communiste*, Textuel.
- Hajjat, A** 2008 Révolte des quartiers populaires, crise du militantisme et postcolonialisme. in Boubeker A et Hajjat A, *Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France 1920–2008*. Paris : Editions Amsterdam.
- Hirschman, A O** 1995 *Défection et prise de parole. Théorie et applications*. Paris : Fayard.
- Hoare, G** et **Sperber, N** 2013 *Introduction à Antonio Gramsci*. Paris : La Découverte.
- Juhem, P** 1998 *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation «apolitique»*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, Thèse de sociologie. Université de Nanterre – Paris X.
- Khiari, S** 2006 *Pour une politique de la racaille, Immigré-e-s, indigènes et jeunes banlieues*. Paris : Éditions Textuel.
- Laplanche-Servigne, S** 2017 Chapitre 8 – Les mobilisations collectives des minorisés ethniques et raciaux. in Fillieule O, *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...* Paris : Presses de Sciences Po.

- Mathieu, L** 2020 Secteur, champ, espace. in Fillieule O., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2^e édition mise à jour et augmentée*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Neveu, E** 2011 *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.
- Pechu, C** 2001 Les générations militantes à *Droit au logement*, in *Revue française de science politique*, 51^e année, n°1–2. DOI: <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0073>
- Pouchepadass, J** 2007 Le projet critique des *postcolonial studies* entre hier et demain, in Smouts M-C, *La situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Robine, J** 2006 Les « indigènes de la République » : nation et question postcoloniale. Territoires des enfants de l'immigration et rivalité de pouvoir, *Hérodote*, vol. n° 120. DOI: <https://doi.org/10.3917/her.120.0118>
- Sintomer, Y** 2018 « La représentation-incarnation : idéaltype et configurations historiques », *Raisons politiques*, vol. 72, no. 4. DOI: <https://doi.org/10.3917/rai.072.0021>
- Taharount, K** 2019 « Justice en banlieue » : une affiche de campagne du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (1997), *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, vol. 30, no. 3. DOI: <https://doi.org/10.3917/parl2.030.0138>
- Terral, P-M** 2013 « L'histoire en marches, de l'inscription de la « Marche des beurs » dans l'histoire d'un mode d'action protestataire » *Migrance*, no. 41.
- Veyron, F** 2013 Le dépôt à la BDIC des archives sauvegardées par l'association L'Écho des cités. Pour une histoire des luttes de l'immigration et des habitants des quartiers populaires. *Migrance*, no. 41.

How to cite this article: Vareilles, R 2020 Usages et Effets de la Référence Coloniale dans la Lutte contre le Racisme. *Open Library of Humanities*, 6(2): 3, pp.1–20. DOI: <https://doi.org/10.16995/olh.521>

Published: 02 July 2020

Copyright: © 2020 The Author(s). This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC-BY 4.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited. See <http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.



Open Library of Humanities is a peer-reviewed open access journal published by Open Library of Humanities.

